

Certes, la doctrine de Mancini n'était que trop vraie là où elle parlait des droits des nationalités à l'indépendance, à l'autonomie. Mais pour les Slaves il s'agissait de savoir comment fallait-il comprendre ce terme : l'indépendance. Ne pouvant espérer l'indépendance internationale, ils ne pouvaient voir dans le principe des nationalités que l'application exacte et complète (à l'intérieur de l'Etat auquel ils appartenaient) de ce qu'il était, c'est-à-dire des droits individuels, de la démocratie. Pour eux, cela ne devait pas être une des doctrines du droit des gens, mais une règle essentielle *du droit public interne de l'Etat*, un principe des droits individuels. Aussi ils exigeaient son insertion dans les premières déclarations des droits individuels en Autriche. Sous ce principe ils comprenaient la liberté nationale complète, l'égalité des droits à l'intérieur, l'égalité des langues, l'égalité dans l'administration, l'égalité dans les écoles, la participation égale aux emplois publics, etc., à l'égard des autres nations habitant le pays.

Ainsi on peut s'expliquer pourquoi aucun des politiciens tchèques et slaves postérieurs n'avait jamais l'idée de formuler une doctrine semblable à celle de Mancini (ceux des Tchèques qui l'ont fait, l'ont fait au nom du droit historique et non au nom du principe des nationalités) et que toute la nation tchèque était plutôt imprégnée, dans ses luttes politiques, des idées philosophiques de Herder qui avait appliqué simplement le principe des droits individuels aux nationalités opprimées que des considérations politiques ayant quelques affinités avec la doctrine postérieure de Mancini. On peut ainsi comprendre tous les événements politiques de 1848 en Autriche, toutes les luttes des